François Ploux, De bouche à oreille. Naissance et propagation des rumeurs dans la France du

. Paris, Aubier, 2003, 289 p. (« Collection historique »)

Frédérique Langue

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8048>

DOI : [10.4000/etudesrurales.8048](https://doi.org/10.4000/etudesrurales.8048)

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2003

Référence électronique

Frédérique Langue, « François Ploux, De bouche à oreille. Naissance et propagation des rumeurs dans la France du », *Études rurales* [En ligne], 167-168 | 2003, mis en ligne le 01 janvier 2005, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8048> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.8048>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Tous droits réservés

François Ploux, De bouche à oreille. Naissance et propagation des rumeurs dans la France du

. Paris, Aubier, 2003, 289 p. (« Collection historique »)

Frédérique Langue

François Ploux, *De bouche à oreille. Naissance et propagation des rumeurs dans la France du XIX^e siècle.* Paris, Aubier, 2003, 289 p. (« Collection historique »)

- 1 Depuis les premiers travaux consacrés à la « psychologie du témoignage », la rumeur en tant que transmission orale d'une information à la véracité prouvée ou non, a acquis le statut d'objet si ce n'est de concept scientifique. L'histoire des représentations – collectives – puis des sensibilités, est pour beaucoup dans ce cheminement interprétatif qui va de la perception et du rapport à la mémoire individuelle, à la signification que revêt ce type de message pour l'opinion publique naissante de la fin de l'Ancien Régime (voir les travaux d'Arlette Farge). Peu d'ouvrages analysent les tenants et aboutissants de ce phénomène pour le XIX^e siècle, malgré l'abondance des sources (presse, témoignages des contemporains et surtout, archives de l'administration). L'auteur a délibérément choisi de privilégier ce filon que constituent les traces écrites de la rumeur telles qu'elles apparaissent dans la correspondance des magistrats du parquet et autres préfets. Cette démarche heuristique conduit dès lors à dégager un certain nombre de préalables : l'étude de la rumeur est celle d'une réalité extrêmement délicate à cerner, si l'on considère en effet les usages sémantiques du terme. Le terme « rumeur(s) » est rarement utilisé à l'époque, si ce n'est pour désigner « le mécontentement d'une foule qui menace de se révolter ou la révélation, anonyme et collective (par la “rumeur” ou la “voix publique”) d'un crime jusqu'alors ignoré de la justice ». Procureurs et officiers de gendarmerie évoquent plus volontiers de « faux

bruits », des bruits « alarmants » ou « absurdes », de « fausses nouvelles » ou des « fables ».

- 2 De fait, consigner ce phénomène par nature dynamique tend à en figer la représentation. Les rumeurs relatées par les fonctionnaires sont fréquemment associées à un risque de subversion, ou relèvent de l'absurde pour ces magistrats qui, d'autre part, rédigent leurs rapports en français, alors que l'espace linguistique concerné est loin d'être unifié. Les formes de censure à l'œuvre dans ces documents officiels diminuent certes la valeur de ces témoignages, et obligent l'historien à un travail de reconstruction de cet « esprit public », puisque tel est le but de cette correspondance administrative : renseigner le pouvoir central sur ce point crucial pour un pouvoir soucieux de contrer conspirations et révolutions en puissance. L'auteur signale enfin l'absence de deux types de rumeurs dans ces sources : celles qui construisent ou défont les réputations privées, et celles que suscitent les grandes énigmes judiciaires ou des faits divers retentissants. En revanche, les fausses nouvelles sont légion, vraisemblablement en raison de la nature des sources. On aboutit de la sorte à une « sur représentation des thèmes politiques » en ce « moment particulier dans l'histoire de la rumeur » que constitue le « premier XIX^e siècle » : le merveilleux y est délaissé au profit de la vraisemblance des faits rapportés. D'où une sous-estimation par les spécialistes de l'imaginaire et des représentations alors même que les modalités de circulation de la rumeur permettent d'appréhender la logique des comportements politiques. Dans un espace où, malgré l'essor de la presse d'information et une série d'avancées technologiques, économiques et culturelles, l'information circule parfois difficilement, la conversation est un vecteur privilégié de la propagation des rumeurs, une forme originale de communication. L'agitation politique est donc propice à la distorsion voire à la circulation de fausses nouvelles, notamment hors des villes, malgré l'existence d'un lectorat populaire de paysans et d'artisans. En ce sens, et comme le souligne F. Ploux, la rumeur est « tout à la fois symptôme et agent : produit de l'imaginaire d'une société ou d'un groupe, elle contribue [...] à façonner cet imaginaire ».
- 3 La problématique choisie, circonscrite à la période qui va de la Restauration à la chute du Second Empire, accorde un rôle fondamental à la dynamique de la rumeur en tant qu'« expression d'une croyance », mais également d'une « attente ». La première partie de l'ouvrage est consacrée à des considérations telles que la diffusion des périodiques et l'annonce de l'événement, l'information officielle (relayée par les préfets) ne circulant que très lentement, comme le montre l'exemple de l'assassinat du duc de Berry. D'où l'existence de circuits informels de diffusion de la nouvelle, voire des prophéties, suivant un schéma encore fort comparable à celui qui prévalait sous l'Ancien Régime. Le recours à des intermédiaires (par exemple les militants républicains) s'impose, dans un contexte où l'analphabétisme est élevé, et la presse peu accessible. Il apparaît que les vecteurs ou pourvoyeurs d'information ont peu changé, et la diffusion des nouvelles reste le fait des colporteurs, voyageurs de commerce, des migrants, des vagabonds (surtout dans les pays d'habitat dispersé, comme la Bretagne) ou des relations épistolaires. L'auteur montre que, confrontées à la multiplication des rumeurs, les autorités politiques réagissent de deux manières : elles s'efforcent d'éclairer l'opinion, l'informant et en opposant aux « faux bruits » un « démenti catégorique », et répriment, avec plus ou moins d'efficacité (jamais il n'y a anticipation sur ce point), les fauteurs de trouble et agitateurs, comme en témoigne la loi de 1815 sur les « bruits

alarmants ». F. Ploux insiste d'ailleurs sur le fait que les conditions même de la diffusion de l'information expliquent tout à la fois la « disponibilité du public à la rumeur » et les variations d'intensité de ce mode archaïque de communication.

- 4 Le contexte (grandes crises politiques, épidémiologiques ou frumentaires, ainsi pendant l'hiver 1857-1858, ou la résurgence du choléra dès les années 1830), influe sur la prolifération des rumeurs et plus encore lorsque l'information fait défaut. Les rumeurs se transforment alors en une « sorte d'interprétation collective et improvisée d'une situation de crise », comme le montrent les exemples pris dans diverses régions (les incendies dans le Calvados en 1830, ou dans le Morvan en 1846...) et la chronologie qui en est proposée. Le thème du complot de famine – destiné à affamer le peuple –, est, en de telles circonstances, particulièrement prisé.
- 5 La misère alimenterait même la crédulité populaire, celle des plus démunis d'un point de vue culturel et matériel, aux dires des préfets. En dépit de l'attitude ambiguë des autorités (les gouvernants dénoncent l'incohérence des faux bruits, semblent les ignorer, mais traquent dans le même temps tout ce qui s'apparenterait à une entreprise de déstabilisation de l'ordre public), la signification de la rumeur ne serait pas toujours à chercher dans le contexte, mais « dans les tensions et contradictions qui traversent la communauté ». On retrouve ainsi les déterminants « classiques (marasme économique, tensions sociales et agitation politique) » dans ce que l'auteur appelle, par analogie avec les événements du printemps 1789, la « grande peur de 1848 ». Mais un événement insolite ou perçu comme tel pourra tout aussi bien être à l'origine d'une « rumeur panique ». Dans le monde rural, le phénomène est en effet amplifié par la méfiance qu'éprouvent les paysans à l'égard de la puissance publique, comme le montre l'épisode du recensement de 1841. Les documents d'archives étudiés indiquent d'autre part que la propagation des rumeurs requiert un terrain réceptif, indépendamment du rôle émetteur des grandes villes, et des vecteurs de l'information. Les espaces de sociabilité (lavoirs, cabarets, foires, boutiques, ateliers) jouent ici un rôle essentiel.
- 6 Dans une seconde partie, l'auteur s'attache à analyser les relations entre cette parole foisonnante et le politique, insistant plus particulièrement sur les « imaginaires du bonapartisme ». La psychose du complot ourdi par les élites sociales (minotiers, négociants, fermiers et grands propriétaires sont accusés de spéculer et d'affamer le peuple, les représentants de la noblesse et du clergé étant considérés dans le même ordre d'idées comme des accapareurs), et sa contrepartie, le bonapartisme populaire, sont l'objet de longs développements. Se trouvent ainsi mis en évidence les ressorts psychologiques et émotionnels du bonapartisme, plus particulièrement repérables sous les règnes de Louis XVIII et de Napoléon III. Dans cette perspective, l'auteur évoque « l'attente du sauveur » qui alimente craintes et espérances paysannes, prophéties d'inspiration populaire, angoisses collectives ou ressentiment social, et qui inspire le culte de Napoléon I^{er} puis, sous le Second Empire, celui de Napoléon III, bien évidemment relayés par la propagande officielle. La présence de l'Ancien Régime est, là encore, particulièrement tangible (thème de l'annulation de la vente des biens nationaux, du rétablissement de la féodalité) dans des campagnes en proie aux intrigues légitimistes. Les rumeurs d'agitation subversive prédisant la chute du régime ou annonçant un péril révolutionnaire (1858 à Paris), se font plus insistantes dans les phases de dépression économique, et l'auteur en vient à identifier un « imaginaire antifiscal du bonapartisme ». Napoléon III est en effet assimilé à un sauveur. Il est

également perçu comme le rempart contre la double menace d'un retour de l'Ancien Régime et le risque d'une révolution.

- 7 La persistance de ces motifs autorise cependant un autre décodage de ces rumeurs. Le plus grand intérêt de cet ouvrage, outre la mise en valeur des mécanismes de diffusion de la rumeur et l'extrême variabilité de celle-ci, est d'ailleurs de démontrer que l'adhésion des populations rurales au bonapartisme n'a pas eu une signification unique dans toutes les régions. S'affranchir de la tutelle des notables renvoie certes à une aspiration constante du monde paysan, conforté dans cette entreprise par la volonté affichée du pouvoir bonapartiste d'en finir avec l'influence des autorités sociales traditionnelles et d'éliminer ces intermédiaires hostiles entre le peuple et le chef de l'État. La période étudiée s'inscrirait de ce fait dans le cadre d'une évolution conduisant à une plus grande participation voire à une certaine démocratie politique, même si certains auteurs ne manquent pas de souligner l'absence de renouvellement de la classe dirigeante sous Napoléon III. À la modernisation progressive mais insuffisante des modes de transmission de l'information, se superpose la persistance des formes archaïques de communication. Le renouvellement du message véhiculé par la rumeur ne doit cependant pas occulter cette interpénétration de la culture orale populaire et de la politique, et ce qui apparaît notamment dans la deuxième partie de cet ouvrage comme une conséquence majeure pour la vie politique nationale : la politisation de la rumeur et de l'imaginaire qui la sous-tend. C'est en effet au travers de croyances anciennes si ce n'est archaïques que le monde paysan a perçu et assimilé certaines idées nouvelles – ainsi la République –, et que s'est peu à peu créé un espace politique élargi.